

ANTICAPITALISTES !

Mensuel du Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde



**Face au président
des patrons,
nos exigences !**



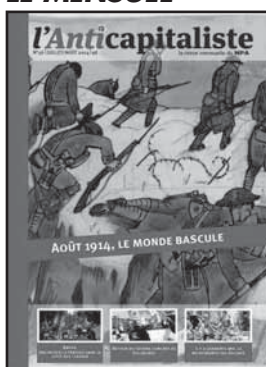
Lisez la presse anticapitaliste

Abonnez-vous

L'HEBDO



LE MENSUEL



à

L'Anticapitaliste

Notre presse n'est financée par aucune publicité et nos moyens financiers sont très limités...

C'est pourquoi le nombre d'abonné-e-s est décisif pour des journaux militants comme les nôtres qui vivent sans pub, sans subvention.

Les abonnements à l'hebdomadaire proposés (par prélèvement ou par chèque) permettent, si vous le souhaitez, de le coupler avec un abonnement à la revue mensuelle.

Voir les tarifs ci-dessous.

**Abonnez-vous,
abonnez vos amis !**

L'Anticapitaliste

Pour découvrir
notre presse, profitez de
notre promotion d'essai :

**10€ = 3 MOIS
D'HEBDO**
ainsi qu'un numéro cadeau
de notre revue mensuelle

Paiement par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C.

Entourer la formule choisie dans le tableau ci-contre, compléter le formulaire ci-après et envoyez les avec votre chèque à :

N.S.P.A.C. - 2, rue Richard Lenoir - 93100 MONTREUIL

Nom : _____ Prénom : _____

Apt, Esc, Bat : _____

N° : _____ Rue : _____

Code postal : _____ Ville : _____

TARIFS DES ABONNEMENTS	France et DOM-TOM	
	6 mois	1 an
L'hebdo L'Anticapitaliste	28 €	56 €
L'hebdo et la revue mensuelle	50 €	100 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo	20 €	40 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo et la revue mensuelle	38 €	76 €
Abonnement à la revue mensuelle	22 €	44 €

Abonnez-vous

ANTICAPITALISTES !

CPPA : 1014 P 11511 - ISSN : 2430-4867

Directeur de publication : François Minvielle

NPA33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 BORDEAUX
07 83 64 43 49

Imprimerie : Copy Média - Parc d'activité du Courneau
23, Av. de Guitayne - 33610 CANEJAN

2 - Anticapitalistes ! n° 73 - mai 2017

SOMMAIRE

Edito

p.3

Après la présidentielle

p.4-5

- Retour sur notre campagne avec Philippe Poutou
- Trois candidatures anticapitalistes aux législatives
- Le PS meurt, ses notables ont encore faim
- Les insoumis-es et le PCF obnubilés par les institutions
- Le Pen, ennemie des travailleurs, troisième en Gironde au 1^{er} tour

Après le premier tour

p.6

- Deux semaines de mobilisations dans la jeunesse entre deux tours à Bordeaux

Nos vies, pas leurs profits

p.7-9

- 1^{er} mai, à Bordeaux aussi...
- Néonatalogie Pellegrin, une grève payante
- Victoire des AEd après 4 semaines de lutte et 8 jours de grève reconductible
- Mépris express

Leur société

p.10-12

- Agents de la métropole, rien ne va plus !
- Stade Matmut : Encore 28 ans !
- Une « justice » révoltante
- Pessac : non à la démolition de la Villa mauresque de Saige-Formanoir
- Violences policières condamnées... 8 ans après !
- Transport : Loi Savary, une loi sécuritaire supplémentaire qui pénalise les plus fragiles (communiqué du Collectif Transport 33)

Internationalisme

p.13

- Justice pour la Palestine, en finir avec la complicité européenne
- A lire : *L'invention tragique du Moyen Orient* de P. Blanc et JP Chagnollaude

NPA

p.14-15

- Il y a cent ans, en avril, dans une Russie entre deux révolutions, le débat au coeur du parti bolchevik
- L'échec de la vague révolutionnaire des années 1920 et la contre-révolution stalinienne

A lire

p.16

- *Jacques Prévert n'est pas un poète*, Bande dessinée de C. Cailleaux et H. Bourhis

à **ANTICAPITALISTES !** le mensuel du NPA 33

Tarifs d'abonnement : 15 € (10 n° auprès des comités)
20 € (10 n° + frais d'envoi postal)
30 € (10 n°, tarif « soutien » avec envoi postal)

Par chèque à l'ordre de Monica Casanova, en précisant :

Nom : _____ Prénom : _____ E-mail : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Face au président des patrons, faire entendre nos exigences !

Nous bouclons ce numéro d'*Anticapitalistes* ! au lendemain du 2^{ème} tour des Présidentielles. Macron a donc été élu avec plus de 66 % des suffrages exprimés, reléguant Le Pen loin de ce qu'elle et le FN espéraient. Le Pen a obtenu 10,6 millions de suffrages, un chiffre qui ne peut qu'inquiéter, mais néanmoins nettement inférieur aux 16,17 millions d'électeurs qui ont refusé de participer à la mascarade de ce second tour. Malgré les appels de tous bords à se soumettre au jeu des institutions, 25,38% des électeurs ne sont pas allés voter, et parmi ceux qui se sont déplacés, 11,49 % ont voté blanc ou nul, un record sous la 5^{ème} république ! Des chiffres qui sont bien plus élevés encore parmi les classes populaires et la jeunesse, sans compter les millions de personnes privées du droit de vote et ceux qui ont fait le choix de ne pas s'inscrire.

Nous avons donc un président « *ni de droite ni de gauche* », mais... « *en marche* » de Bayrou à Villepin en passant par Le Maire, Estrosi ou les amis de Juppé... et de Le Drian à Valls, Le Foll, Cohn-Bendit et bien d'autres... Le choix est large dans les anciens partis discrédités par plus de trente ans de partage du pouvoir au service du patronat et de la finance : leurs écuries sont pleines de ceux qui cherchent un strapon-tin de secours... Sans compter tous les nouveaux venus qui se pressent, l'appétit aiguisé, autour de ce président « *bors du système* »... passé par l'ENA et l'Inspection des finances à Bercy avant de devenir banquier d'affaire chez Rothschild puis conseiller de Hollande finalement promu ministre de l'économie... un CV très antisystème s'il en est... complété par la ridicule mise en scène du petit roi marchant au son de la neuvième symphonie de Beethoven dans la cour du Louvre privatisé pour l'occasion !

« Dans le Macron tout est bon pour les patrons »

Le programme de Macron est sans ambiguïté, amplifier l'offensive menée contre les salariés, les chômeurs, les classes populaires et la jeunesse au sein du gouvernement Valls-Hol-

lande. Celui qui, alors ministre, affichait tout son mépris de classe en traitant les ouvrières grévistes de Gad, en Bretagne, d'« *illettrées* », estime que la loi Travail n'a pas été assez loin pour les patrons. Il leur promet une nouvelle réforme de l'indemnisation chômage simplifiant les possibilités de radiation et réformant son financement par une hausse de 1,7 % de la CSG qui amputera tous les revenus, dont ceux des retraités à partir de 1200 euros de retraite. Il entend également reprendre l'offensive contre les retraites en instaurant un système unique à points... et gouverner par ordonnances !

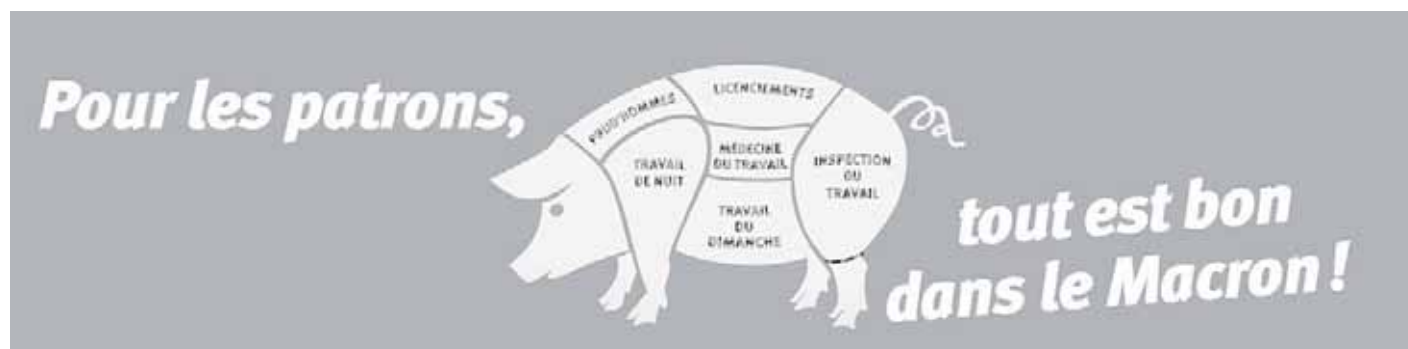
Regrouper tous ceux qui veulent construire un autre avenir, en toute indépendance

La défiance est grande vis-à-vis du gouvernement et si la politique des capitalistes et de ses serviteurs de tous bords est claire, la situation sociale reste très ouverte et incertaine. Au sein de la jeunesse, dans le monde du travail, dans les quartiers populaires, la révolte est profonde.

Elle s'est entre autre exprimée dans l'abstention et le vote blanc. Et elle s'est aussi largement exprimée dans la sympathie rencontrée par Philippe Poutou, candidat ouvrier, anticapitaliste et révolutionnaire, et de façon un peu différente par Nathalie Arthaud qui ont tous deux su exprimer la révolte des classes populaires, en totale rupture avec les autres candidat-e-s et partis liés au système et à son service.

C'est dans cette continuité que le NPA sera présent et fera campagne dans les 1^{ère}, 4^{ème} et 7^{ème} circonscriptions de Gironde pour les Législatives du 11 juin prochain. Et là où nous n'avons pas les moyens financiers de nous présenter, le NPA appellera à voter pour les candidat-e-s de Lutte Ouvrière.

Au-delà, l'urgence est à regrouper toutes celles et ceux qui ne comptent que sur eux-mêmes, sur nos mobilisations et nos luttes pour imposer les exigences du monde du travail, posant pour cela la question du pouvoir, de qui contrôle et dirige la société, et de l'émancipation du travail.



Pour nous contacter :
anticapitalistes@npa33.org - 07 83 64 43 49

www.npa33.org

Après la présidentielle

Retour sur notre campagne avec Philippe Poutou

Lorsque nous nous sommes retrouvés entre militant-e-s et sympathisant-e-s à notre local le soir du premier tour, nous étions très heureux de la campagne de Philippe, même si nous aurions souhaité bien sûr un résultat plus important.

Pour faire cette campagne, nous avons collectivement, toutes générations et sensibilités confondues, militants et sympathisants, trouvé les parrainages nécessaires, parfois loin comme dans les Landes ou en Dordogne. Nous nous sommes déployés devant les usines, dans nos quartiers et lieux d'étude, sur les marchés jusqu'en Charente... Partout, que ce soit auprès des maires, -qu'ils aient parrainé notre candidat ou non-, ou auprès des salariés et des habitants, nous avons rencontré de la sympathie, de l'intérêt parfois enthousiaste, surtout après l'intervention de Philippe au débat télévisé.

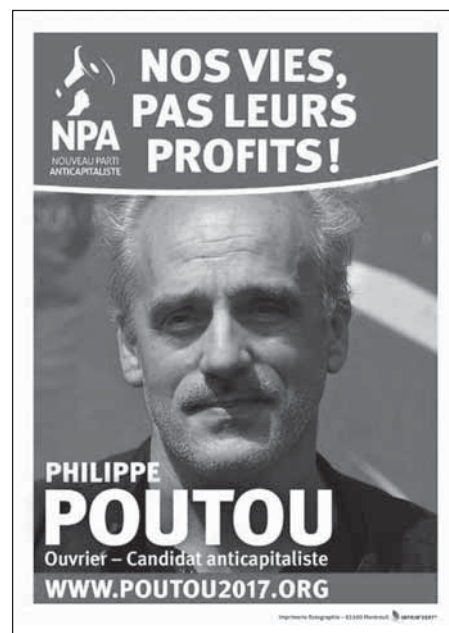
Car il y est apparu clairement comme le candidat ouvrier en rupture avec le monde des riches et des politiciens, en totale indépendance de classe face à la droite et à la gauche gouvernementale, pour la nécessaire convergence des mobilisations et des mesures d'urgence pour les intérêts du monde du travail, en défendant l'internationalisme des travailleurs.

Il a dit en face à Le Pen, Fillon et Macron ce qu'aucun autre candidat ne pouvait dire, et qui a fait que des millions de personnes se sont reconnues en lui. On a entendu plus d'une fois sur les marchés où nous faisions campagne : « Si vous connaissez Philippe, dites-lui surtout de continuer » ou encore « Bravo, il est courageux, il m'a redonné la fierté et le goût de la politique, grâce à lui, je vais aller voter » !

Cette campagne a aussi rendu visible à une large échelle sa complémentarité avec celle de Lutte Ouvrière et de Nathalie Arthaud, posant la question de nos différences et de nos solidarités, et de l'urgence d'un parti regroupant les anticapitalistes et les révolutionnaires.

Cependant, la sympathie pour l'extrême gauche ne s'est pas retrouvée dans les urnes, loin de là. Nos scores ont été très modestes (1,1% pour le NPA), même si un peu supérieurs à la moyenne nationale en Gironde (parfois plus de 2% comme à Blanquefort où se trouve l'usine Ford, ou dans certains quartiers populaires).

Beaucoup parmi celles et ceux qui ont apprécié Philippe et notre campagne ont choisi au final de voter Mélenchon, en particulier à partir du moment où les sondages l'ont montré faire jeu presque égal avec Le Pen, Fillon et Macron. Du coup, et sans que cela reflète une



adhésion aux thèses franchouillardes et populistes de Mélenchon, voter pour lui devenait pour certain-e-s un « vote utile » : se donner une chance -illusoire comme on l'a vu- de faire barrage à l'héritière, au réactionnaire et au banquier.

Le résultat du second tour est maintenant connu. Les élections présidentielles passées, le combat de classe se poursuit de plus belle, un combat pour lequel le camp des travailleurs sort renforcé par la légitimité que lui a apporté la campagne de Philippe, notre campagne, malgré nos faibles résultats.

Mónica Casanova

Souscription NPA 2017

Vous pouvez souscrire en ligne au
<https://souscription.npa2009.org/>

ou par chèque à **NPA souscription**
remis à nos militants ou envoyé à :

NPA souscription
2 rue rue Richard Lenoir
93100 MONTREUIL

Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôts égale à 66% de leur montant, dans la limite de 20% du revenu imposable (art. 200 du code électoral)

Trois candidatures anticapitalistes aux Législatives en Gironde

Alors que Macron et son programme de régression sociale vient d'accéder au pouvoir, il est plus que jamais nécessaire de continuer à porter la voix des opprimés, comme l'a fait Philippe à la Présidentielle, et c'est pourquoi le NPA présentera des candidatures aux Législatives.

Faute des moyens financiers qui nous seraient nécessaires pour nous présenter partout, comme nous le souhaiterions, nous ne serons présents, en Gironde, que dans trois circonscriptions : la 1^{ère}, (Bordeaux Nord - le Bouscat) ; la 4^{ème} (Lormont-Cenon-Floirac...) ; la 7^{ème} (Pessac-Cestas-Gradignan...).

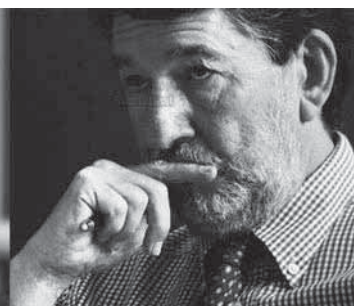
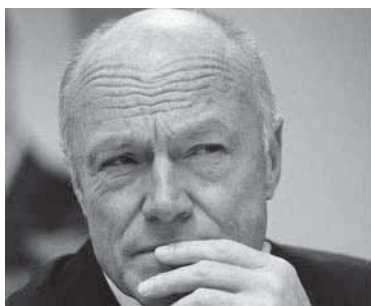
Nous invitons tou-te-s nos ami-e-s à et camarades à se joindre aux campagnes à venir, ainsi qu'à les soutenir financièrement, en versant à la souscription.

Le PS meurt, ses notables ont encore faim

Avec 7,56% des voix au premier tour, Hamon a réalisé en Gironde un score à peine plus élevé qu'ailleurs, l'essentiel de l'électorat PS ayant été siphonné par Macron (1^{er} avec 26,13%) et Mélenchon (2^{ème} avec 21,84%).

Le PS qui concentre localement presque tous les pouvoirs (région, département, 10 députés sur 12 circonscriptions et nombre de municipalités) est ici aussi en train d'exploser en vol, payant le prix de la présidence Hollande et de décennies de promesses non tenues, de gestion soumise aux intérêts du patronat et des banques.

Le député Savary avait fait savoir depuis des mois qu'il soutenait Macron contre Hamon. Rousset, très discret avant le premier tour, s'est rallié sans surprise : « *le défi du PS est d'être présent dans la majorité autour d'Emmanuel Macron* ». A



l'opposé, Rouveyre, élu à Bordeaux, veut faire le ménage : « *que ceux qui ont appelé à voter Macron rejoignent En Marche !* ». Certains espèrent encore sauver l'appareil, comme le sénateur Anziani, qui attend de voir avant de se rallier à une majorité parlementaire « *je suis pour un socialisme d'équilibre... je reste prudent* ».

Après avoir liquidé leur propre parti, leur seule préoccupation est de se faire réélire, peser dans une majorité derrière Macron. Bref, remettre le couvert.

Les insoumis-e-s et le PCF obnubilés par les institutions

Mélenchon, avec sa campagne populiste flattant le souverainisme, est arrivé deuxième en Gironde avec 21,84 %, réussissant son pari de capter une partie de l'électorat PS. Les plus de 33 % obtenus à Bègles, alors que Mamère soutenait Macron, indiquent aussi que l'électorat du PC a largement voté pour lui, alors qu'on pouvait trouver sur les marchés nombre de militants peu enthousiastes à faire sa campagne.



Mais prisonnier du cadre électoraliste institutionnel, c'est un sentiment de défaite qui dominait dans le camp Mélenchon au soir du premier tour.

Et les difficultés ne faisaient que commencer... Les adhérents de la *France insoumise* se sont divisés sur la question du second tour, et les tensions avec le PCF autour des législatives sont loin d'être finies.

Localement, suivant l'exemple de Pierre Laurent, le PCF s'est rallié au vote Macron, espérant pouvoir s'inscrire dans une politique d'union de la gauche pour les Législatives. Il appelle les « *communistes, militants de la France insoumise, écologistes, socialistes aujourd'hui déçus, citoyens-nes engagés-es dans les syndicats ou les associations...* à se mettre d'accord pour des candidatures communes » (déclaration du PCF Gironde), alors même que les candidatures de la *France insoumise* sont déjà lancées, tout comme celles du PCF.

Le Pen, ennemie des travailleurs, troisième en Gironde au 1^{er} tour

Le Pen a rassemblé 18,26% au 1^{er} tour. Un résultat en hausse comme partout ailleurs. Les résultats sont les plus élevés en Haute-Gironde, dans le Libournais et le Médoc, avec nombre de communes où la candidate de l'extrême-droite raciste et xénophobe arrive en tête. Cette situation s'est confirmé à l'issue du second tour, tandis que son résultat atteignait 29,94% sur l'ensemble du département.

La démagogie nationaliste et protectionniste a marqué des points dans les territoires où les inégalités sont plus brutales, le chômage et la pauvreté sont plus élevés, les services publics reculent, l'agriculture est en crise.

L'acceptation et la gestion de ce recul social par les sociaux-libéraux ont fait ici aussi le terreau du FN.



François Minvielle

Après le 1^{er} tour

Deux semaines de mobilisations dans la jeunesse entre les deux tours à Bordeaux

Depuis le 1^{er} tour de la Présidentielle, de nombreuses manifestations ont eu lieu partout en France en réaction aux résultats.

A Bordeaux, toute la première semaine aura été ponctuée par des manifestations. Cela a commencé dès le dimanche soir, après le premier tour ; plus de 200 personnes réunies Place Saint-Michel sont parties en manifestation, encadrées par un fort dispositif de répression : de nombreux effectifs, un nombre important de véhicules mais également un canon à eau avaient été sortis pour l'occasion.

La pression est loin d'être redescendue au cours de la semaine : lundi, mardi, jeudi et vendredi, des rassemblements



Ce second tour ne proposait qu'un choix entre d'un côté l'ultra-libéral Macron et son programme, poursuivant la casse des acquis sociaux entreprise par Hollande lors de son quinquennat, et qui, s'il n'est pas aussi ouvertement raciste et sexiste que le programme de Le Pen, aura pour sûr comme conséquence de précariser encore un peu plus les populations les plus fragilisées par la crise... et de l'autre côté un projet de gouvernement made in Front National, portant une politique libérale, mettant l'accent encore et toujours sur une politique raciste et xénophobe. Deux politiques rejetées par la jeunesse.

Et si la police semble faire autant de zèle sur l'encadrement de ces contestations, cela émane bien d'une volonté de casser dans l'œuf toute forme de contestation avant qu'elle ne se massifie. Car si nous étions plusieurs milliers dans la rue à l'échelle nationale ces derniers jours, le gouvernement sait bien que nous pourrions en effet être bien plus. Il y a donc urgence non seulement à s'organiser contre la répression mais au-delà à s'adresser le plus largement possible à toutes les personnes dans nos lycées, nos facs, sur nos lieux de travail qui ne se reconnaissent pas dans ces élections et dans ce système politique afin de discuter et de regrouper tous ceux qui aspirent à une autre société,

ceux qui refusent d'avoir à choisir entre la peste et le choléra et veulent penser un autre avenir. Ce qui est sûr, c'est que les patrons, les financiers et le nouveau gouvernement à leur service auront la jeunesse dans la rue ces prochains mois et années.

Le premier mai a permis une première petite démonstration, mais il faut maintenant s'organiser plus largement. Les manifestations sauvages qui ont eu lieu durant cet entre deux tours résultent d'une révolte sincère, mais il faudrait aujourd'hui commencer à s'organiser, en discutant de nos perspectives, de comment lier notre révolte, nos revendications, nos luttes avec celles des travailleurs, de l'ensemble des opprimés dans tous les secteurs. Et nous voulons discuter de la nécessité de s'organiser dans un parti révolutionnaire pour permettre ces réflexions et proposer une politique s'adressant au plus grand nombre sur des bases solides.

A.C., comité jeune



et des manifestations ont eu lieu, la plupart du temps particulièrement réprimés. Si le rassemblement appelé le lundi par SOS Racisme avait vocation à appeler au Front Republicain, les manifestations qui ont suivi, sous le mot d'ordre « *Ni Le Pen ni Macron* » étaient représentatives du rejet suscité par ce second tour. Le bilan de cette première semaine a été relativement lourd avec beaucoup d'interpellations, des manifestants blessés.

Le mercredi 3 mai, c'est un concert « anti-fasciste » qui s'est tenu à Saint Michel, organisé par le collectif Pavé Brûlant, une belle initiative qui a réuni beaucoup de personnes contestant cette démocratie bourgeoise, et permis une autre forme de contestation.



Nos vies, pas leurs profits

1^{er} mai, à Bordeaux aussi...

Une journée internationale de lutte des travailleurs aux cris de « *Ni patrie, ni patrons* »

Nous étions 8000 selon les syndicats (4000 selon la police), un chiffre supérieur à celui de l'an dernier. Une manifestation qui a grossi en cours de route avec, cette année, au sein du cortège syndical, un regroupement de militants CNT, CGT, SUD, du collectif de lutte du printemps, d'« #OnVautMieuxQueÇa », qui avaient fait le choix de défiler derrière des banderoles communes. Au sein du cortège politique, celui du NPA était bien visible et sonore, dont de nombreux jeunes, suivi de celui de LO avec qui nous avons pour une bonne part scandé les mêmes slogans, tels « *Le Pen, Macron, deux façons de servir les patrons* » ou « *Contre Le Pen, contre Macron, le camp des travailleurs* », et repris ensemble l'Internationale, ce qui faisait un pôle de manif dynamique et remarqué. Le rassemblement d'avant manif a aussi été l'occasion de nombre de discussions au point de diffusion du NPA avec un certain succès des autocollants faisant référence à « l'immunité ouvrière », très demandés. Les gestes de sympathie étaient nombreux, en particulier auprès de Philippe venu faire un saut en début de manifestation avant de filer à celle de Paris.

Nous nous sommes ensuite retrouvés après la manifestation à Cenon pour notre traditionnel repas tout en poursuivant les échanges dans la bonne humeur... pour préparer la suite.

Isabelle Ufferte



Néonatalogie à Pellegrin : Une grève payante !

Après 15 jours de grève, le personnel du service de néonatalogie du CHU a fini par gagner sur une grande partie de ses revendications.

Il demandait l'ouverture de dix postes de puéricultrices, de trois postes d'auxiliaires de puériculture, la mise en place d'un roulement fixe des équipes de jour et de nuit, ainsi que la titularisation des salariés en CDD et CDI.

Au final, les grévistes ont obtenu 7 postes de puéricultrices, le roulement fixe et la titularisation des collègues précaires : même si le compte n'y est pas, c'est un bol d'oxygène, au vu des conditions de travail qu'elles vivaient.

Depuis quelques années, « *la prise en charge des bébés prématurés prend de plus en plus de temps, et le niveau des soins augmente* », expliquaient-elles, mais sans augmentation des effectifs ! Ce service qui compte 84 personnes prend, en effet, en charge 25 prématurés qui peuvent peser de 600 à 1500 g et qui nécessitent des soins très spécifiques et une attention de tout instant.

Les puéricultrices et auxiliaires dénonçaient aussi une alternance trop fréquente jours/nuits... ce qui entraînait des arrêts maladie, tellement elles étaient à bout.

« *On peut faire jusqu'à 53 heures par semaine si on roule de jour et de nuit. Et avoir une seule journée de repos* » expliquait une infirmière.

« *Personnel épuisé* », « *Néonate en colère* » : c'est ce qu'on pouvait lire tous les jours sur les banderoles accrochées sur le rond-point de Pellegrin, devenu maintenant un rendez-vous traditionnel des luttes après les mouvements de grève victorieux des ambulanciers, des infirmiers anesthésistes et des ARM (assistants de régulation médicale) du Samu il y a à peine quelques mois.

Là encore, leur mouvement a montré que la mobilisation paye, un encouragement pour tout le personnel à lutter pour une santé au service de la population et respectueuse de la santé des soignants. Une façon efficace de prendre ses affaires en main, comme le disait Philippe Poutou pendant la campagne des Présidentielles !

Correspondants NPA

Nos vies, pas leurs profits

Lycée Victor Louis de Talence

Victoire des AEd après 4 semaines de lutte

Les personnels Assistants d'Éducation (AEd) de la « vie scolaire » des lycées et collèges ont des missions étendues de surveillance et d'encadrement éducatif. Ils doivent, par exemple, ouvrir et fermer les portes, être aux grilles d'entrées, effectuer les pointages et surveillance à la cantine, utiliser divers logiciels, répondre aux parents, être à l'écoute des élèves, aider aux devoirs, animer le foyer socio-éducatif...

Les politiques d'austérité et de destruction des services publics des gouvernements successifs ont entraîné une dégradation des conditions de travail pour les personnels et des conditions d'accueil des élèves. Pour faire passer ces mesures, les pressions hiérarchiques sont toujours plus fortes et tentent de nous rendre individuellement responsables des dysfonctionnements.

Au Lycée Victor Louis de Talence, ce sont 5 postes d'AEd qui ont été supprimés en 6 ans pour un établissement de 2000 élèves sur 8 hectares et 4 bâtiments ! Évidemment la charge de travail n'est pas moindre et se reporte sur ceux qui restent... Ils sont alors les boucs émissaires des dysfonctionnements et problèmes dont ils ne sont pas responsables. Des incidents plus ou moins graves ont émaillé cette année scolaire. Depuis la rentrée de septembre, les AEd ont interpellé la direction et ont fait des propositions concrètes pour améliorer leurs conditions de travail et le service mais n'ont reçu en retour qu'indifférence ou alors sarcasmes et mépris... Cette non prise en compte de revendications « basiques » a entraîné un ras-le-bol. Pour se faire entendre, six jeunes femmes sur les neuf AEd de la vie scolaire d'externat ont décidé d'un premier « débrayage sauvage » le 22 mars...

Le proviseur enfermé dans une posture autoritaire les a menacées de licenciement et de non renouvellement de leurs contrats. Dans l'Éducation Nationale comme dans toute la fonction publique, il existe de nombreux métiers qui ne sont pourvus qu'en personnels à contrats précaires. Pour les AEd se sont des CDD renouvelables chaque année et avec une durée maximale de 6 ans ou alors des contrats aidés, CUI-CAE, de 2 ans...



Les AEd ne se sont pas laissées intimider et sentant que la bagarre serait rude, elles se sont alors syndiquées à la CGT éduc'action qui a mis à leur disposition un outil de lutte et de solidarité. Elles ont organisé leur mobilisation en toute démocratie où chacune pouvait s'exprimer et décider des revendications, des propositions d'actions, de la stratégie et avec la préoccupation de s'adresser à l'ensemble du personnel.

La direction ne l'a pas supporté et a tout fait pour porter atteinte au droit de grève et à l'action syndicale de lutte.

Face au mépris et aux menaces, les surveillantes du lycée ont donc démarré une grève reconductible le lundi 3 avril. Elles ont été reçues avec la Cgtéduc au rectorat et ont obtenu l'annulation du retrait de salaire pour leur premier débrayage et un engagement oral de satisfaction de l'ensemble des revendications !...

Le vendredi, après 6 jours de grève, première victoire sur les revendications : le chef d'établissement concrétisait lors d'une audience les demandes légitimes des personnels dont la mise en place de réunions sur le temps de travail pour un meilleur fonctionnement du service de vie scolaire et sans obstacle au renouvellement des contrats des personnels.

Mais le proviseur du lycée a voulu, par la bande, sanctionner les personnels qui avaient exercé leur droit légitime à défendre leurs conditions de travail et à faire grève. Il a tenté d'imposer un remaniement complet des emplois du temps des grévistes, leur supprimant la journée de repos négociée en début d'année scolaire pour leur ménager du temps pour leurs études ou la possibilité d'avoir un travail complémentaire. A deux mois de la fin de l'année scolaire, cela n'avait pas d'autre objectif que de les punir !

Nos vies, pas leurs profits

et 8 jours de grève reconductible !

C'était inacceptable et le mouvement de grève s'est alors poursuivi afin que le proviseur revienne sur son diktat !

Manifestations, discussions avec les autres personnels de l'établissement et les élèves, pétitions, tracts, communiqués de presse et média se sont succédés tout au long de la mobilisation...

8 jours de grève c'est long, c'est dur mais c'est aussi plein de vie...

Pour leur première grève et mobilisation, ces six jeunes femmes salariées ont fait preuve d'enthousiasme et de motivation. Elles ont beaucoup appris sur la solidarité et l'amitié dans la grève, la prise en charge de la lutte, les rapports de force à établir... mais les AEd étaient soumises à toutes sortes de pressions, les soutiens se construisaient doucement. Elles ont aussi été confrontées à certains syndicats d'enseignants et leurs représentants académiques dans l'établissement (FSU-SNES, UNSA et CFDT), qui étaient surpris que des personnels précaires puissent décider par eux-mêmes de leur lutte et des moyens qu'ils se donnent pour gagner. Ces syndicats englués dans une conception syndicale de « délégation » n'ont

pas apporté une solidarité spontanée, c'est le moins que l'on puisse dire ! Les AEd ont continué de s'adresser à eux et une motion intersyndicale de soutien et de solidarité aux grévistes a finalement été votée par les personnels lors d'une AG.

Le jeudi 13 avril 2017, après huit jours de grève reconductible, deuxième victoire : non seulement l'ensemble des revendications des AEd du lycée Victor Louis de Talence avait été satisfait mais le proviseur abandonnait son projet punitif de modification des emplois du temps.

C'est une victoire, par la grève, de la lutte et de la détermination des personnels AEd pour l'amélioration de leurs conditions de travail et le respect de leurs droits de salariés.

Franck Dole

Une caisse de soutien a été organisée pour aider financièrement ces grévistes à statuts et revenus précaires. Contributions (chèque à l'ordre de CGT Educ'Action33) à l'adresse CGT Educ'Action33 : Bourse du travail, Bureau 101, 44 Cours Aristide Briand 33000 BORDEAUX.

Mépris express

Caisse du Décathlon de la rue Sainte Catherine à Bordeaux, alors que je me trouvais derrière un homme d'une petite quarantaine à attendre mon tour pour régler mes achats, je me rends compte que cet homme venait juste de déposer son CV et que le vendeur à la caisse lui demandait de se présenter : « *Allez-y, parlez-moi de vous !* ». Comme ça, à l'arrache, en deux minutes ! Je peux comprendre l'embarras et la gêne qu'a pu éprouver le postulant.

Et moi derrière lui, j'étais révoltée. D'une part, parce que j'entendais tout de leur dialogue et d'autre part parce que le vendeur qui faisait office de recruteur ne se rendait même pas compte de l'indélicatesse de cet entretien.

Voilà comment on peut être recruté de nos jours : à la caisse d'un magasin, par une personne qui en assurant d'un « *Oui bien sûr, je jetterai un œil à votre demande* » affirme déjà que le CV et la lettre de motivation finiront sur « *une pile déjà bien fournie* ».

« *Décathlon à fond la forme* », mais surtout, là, on touche le fond.

Hélène A.

NPA
Pour défendre l'emploi,
développer les services publics

**INTERDISONS les
LICENCIEMENTS**
stoppons les suppressions de postes

PHILIPPE POUTOU
OUVRIER ~ CANDIDAT ANTICAPITALISTE
WWW.POUTOU2017.ORG

Agents de la Métropole, rien ne va plus !

Une enquête réalisée en septembre dernier par un cabinet privé sur le climat social au sein de Bordeaux Métropole, depuis la mise en place de la mutualisation des services, a mis en lumière les dégâts sur les conditions de travail des agents. Plus de 1800 agents y ont répondu, 38% des sondés.

Ils s'y disent « *découragés, stressés, isolés, épuisés* »... Depuis que la mutualisation a été imposée aux communes à marche forcée, dans le seul objectif d'économies et de rentabilisation des services et des personnels et de réduction des effectifs, les conditions de travail des agents n'ont pas cessé de se dégrader. Dès 2015, ils s'étaient mobilisés contre les conditions des transferts, imposés sans consultation, sans préparation. Au printemps 2016, la mobilisation avait repris et en juin, c'est les éboueurs qui étaient en grève en plein Euro de football, pour leurs conditions de travail et de l'embauche.

La précipitation à mettre en œuvre la Métropole voulue par Juppé et ses alliés socialistes, tournée vers le développement des entreprises concurrentielles au niveau européen, au détriment des services publics utiles à la population, a entraîné la plus grande désorganisation des services, et beaucoup de souffrance pour les agents dont les missions sont souvent mal définies ou carrément modifiées. « *Un état de dysfonctionnement incroyable* » a dénoncé Force Ouvrière.

Aujourd'hui, la situation empire, du fait de la pression qui s'exerce sur les agents et y compris sur l'encadrement : surmenage, stress, arrêts de travail, dépressions, alertes suicides... Selon les syndicats, « *on en est à la 20^e alerte concernant des risques psychosociaux dans les services* ».

Agents de la métropole en grève, aout 2016



Tous les élus sont bien sûr au courant. En avril 2016, des directeurs des services d'une dizaine de communes et plusieurs maires avaient réclamé une pause dans la mutualisation. Pas question, avait tranché Juppé !

Aujourd'hui mis au pied du mur, les élus dont le maire de Cenon, PS, en charge des ressources humaines, minimisent la situation, tout en étant contraints de faire semblant de trouver des solutions. « *Pour mettre de l'huile dans les rouages, on a augmenté l'enveloppe permettant des recrutements de personnels non permanents* » a annoncé le DRH, Eric Ardouin. Des précaires pour faire passer la pillule, avant la réduction massive des personnels à terme.

Bordeaux Métropole vient de recevoir le Trophée d'or de la Finance pour sa bonne santé financière « *dans un contexte de réforme institutionnelle et de contrainte budgétaire* ». Mission accomplie pour la Métropole libérale au service des entreprises !

Christine Héraud, élue à Cenon

Encore 28 ans !

Le stade Matmut Atlantique inauguré en mai 2015 a été construit par SBA (Stade Bordeaux Atlantique), filiale de Vinci et Fayat qui a un contrat d'exploitation signé avec la mairie de Bordeaux, repris par Bordeaux Métropole, jusqu'en 2045. SBA perçoit une redevance annuelle de 12 millions versée par Bordeaux Métropole et a signé un contrat pour 10 ans avec Matmut pour donner son nom au stade qui lui rapporte 1,9 million par an au lieu des 4 millions prévus. Ce qui fait qu'avec un chiffre d'affaires de 19 millions, SBA prétend perdre 2 millions d'euros.

Voilà pour le décor !

L'exploitant du stade demande donc une renégociation du partenariat public-privé qui le lie pour 30 ans à la métropole. Bernard Hagelsteen le président de SBA explique qu'il faut « *chercher le moyen, la formule, la solution pour rééquilibrer le contrat* » en clair que la collectivité mette la main à la poche ! En précisant « *il faut améliorer la situation sans recourir aux actionnaires* », en très clair, sans toucher à leurs profits !

Le match ne fait que commencer mais il n'aura pas fallu longtemps, 2 ans, pour que les problèmes financiers qui découlent de ces PPP surgissent. Et d'ici 2045 ça promet !

Jacques Raimbault

Une « justice »

15 jours de prison ferme avec mandat de dépôt pour le vol d'un paquet de saucisses, un paquet de chaussons aux pommes et une brosse à dent électrique, le tout d'une valeur de 20 euros au préjudice du magasin Auchan Mériadeck.

Le Tribunal de Bordeaux a eu la main très lourde ce 24 avril contre Plata, un sans-papiers africain d'une trentaine d'années. Lors de sa comparution immédiate, l'homme a expliqué qu'il veut rester en France où il vit depuis 5 ans car « *les droits de l'homme disent que tout individu a le droit de vivre où il se sent en paix. La France est ce pays pour moi* », malgré sa situation de sans pa-

Pessac : Non à la démolition de la Villa mauresque de Saige-Formanoir

Saige-Formanoir, cité la plus populaire de Pessac, ce sont 8 tours de 18 étages (de 110 logements) entourées d'immeubles plus « humains » de 3 étages et, sur un côté, une belle maison ancienne (milieu du 19^{ème}) de style mauresque ombragée par de grands arbres.

Pour tous, ici, cette villa fait partie de notre paysage, de notre cité et elle est un bel exemple du patrimoine ancien de Pessac.

Or, après une enquête publique très « discrète », la Mairie vient d'autoriser le promoteur immobilier NEXITY à démolir la villa, détruire certains arbres pour construire 58 logements en accession à la propriété. Pas le même standing que les tours !

Initié par des habitants et l'Amicale des locataires, un collectif s'est constitué pour tenter d'empêcher cette démolition. Nous proposons, plutôt, d'en faire un espace public, culturel ou social, un lieu de balade ou de jeux d'enfants. Une pétition est lancée (unepetition.fr/sauvonsnotrepatrimoine) et une réunion publique prévue le 12 mai à la Maison municipale.

L'inquiétude des habitants est bien réelle, d'autant que la Mairie, depuis quelques mois, a lancé une consultation, avec plusieurs réunions en cours, pour une éventuelle démolition des 8 tours (880 logements).

Non que vivre à Formanoir soit le nec plus ultra de l'habitat,

dans un quartier où les problèmes ne manquent pas : surpopulation, chômage massif, vétusté des installations et entretien négligé par le bailleur, problèmes d'insalubrité récurrents, légionellose, cafards et punaises.

Mais, la question pour nous tous, c'est que, malgré les imperfections, nous avons ce logement et tout à craindre d'une expulsion : où la Mairie prévoit-elle de nous exiler, avec quels loyers (ceux, actuels, restent relativement modérés) ? Et dans un contexte où les appartements locatifs à loyer modéré des immeubles alentours sont vendus, depuis des années, un par un au privé par DomoFrance, le bailleur. Ce sont ainsi des dizaines de logements sociaux locatifs qui disparaissent, accroissant les difficultés de logement pour les familles modestes.

Certains habitants âgés sont ici depuis les années 70/80 et ne sauraient accepter de quitter leur entourage, leurs amis.

À Pessac, comme partout, les municipalités bétonnent, détruisent des arbres et visent à chasser au loin les familles modestes au nom d'une soi-disant « mixité sociale ».

Pas question d'accepter le sort que l'on nous prépare et, d'abord, la démolition de cette belle villa mauresque !

Gérard Barthélemy

Violences policières condamnées... 8 ans après !

Myriam Eckert, militante engagée contre les discriminations et les violences, vient de faire condamner l'Etat pour faute lourde après une interpellation plus que musclée le 19 mars 2009. Alors qu'elle participait avec d'autres camarades du DAL33 à l'application de la loi de réquisition d'un immeuble vide appartenant à la ville de Bordeaux, de façon militante et pacifique, qu'il n'y avait pas de violences de la part des

militant(e)s au pied du bâtiment, ils ont subi une charge des CRS aussi rapide que violente. « *Je me suis dit que la meilleure solution était de m'enfuir mais visiblement je n'étais pas assez sportive et je cours moins vite qu'une matraque. Quatre policiers ont continué à me frapper alors que j'étais au sol* ».

Conduite ensanglantée en garde-à-vue, ce sera un officier qui la fera conduire à l'hôpital par les pompiers et lui conseillera de porter plainte, d'aller au Cauva (centre accueil en urgence de victimes d'agressions).

Il aura donc fallu 8 ans de procédure, de persévérance militante, pour faire reconnaître par le TGI de Bordeaux « *le caractère excessif et disproportionné de la violence employée* » rendant l'Etat responsable d'une faute lourde et le condamnant à 7000 € de dommages et intérêts.

Le collectif contre les abus policiers (Clap33) créé lors de cette affaire continue bien entendu la lutte dans cette période où les violences policières se font de plus en plus dures et fréquentes.

J.R.

révoltante !

piers, pour laquelle il a déjà été condamné. Son sort est celui de tous ceux et toutes celles qui fuyant la misère sont empêchés de pouvoir vivre tout simplement, sont traqués, condamnés, emprisonnés, expulsés par les tribunaux de ce pays dit démocratique.

L'injustice de cette justice de classe est profondément écœurante ! Aussi lente et douce envers les puissants qui volent et détournent des millions qu'elle est rapide et dure au point d'enfermer un homme pour quelques euros !

J.R.

Transport : Loi Savary

Une loi sécuritaire supplémentaire qui pénalise les plus fragiles !

Les nouvelles amendes vont coûter très cher aux contrevenants. Les pauvres sont ciblés et vont être pénalisés sévèrement. On dit merci à ce député socialiste, élu de la 9^{ème} circonscription, qui à l'image de son patron à l'Elysée, ne pense qu'à faire plaisir aux riches, aux banquiers et aux financiers ! Cette loi aura pour conséquence d'exclure des transports et d'envoyer en prison toutes les personnes qui n'ont pas assez de moyens financiers pour se payer le transport au quotidien. Ce n'est pas la tarification sociale que propose Bordeaux Métropole qui réglera le problème. Ajoutons que la droite bordelaise aidée de soi-disant socialistes et des verts proposent en plus de détruire la gratuité pour les plus démunis, acquise depuis 1995. Vous pouvez imaginer les conséquences de la loi Savary :

Exclusion des transports et criminalisation des usagers !

« *Remercions encore vivement* » Monsieur Gilles Savary très talentueux homme de gôche de nous avoir pondu cette loi ! Une enquête a mis en évidence que 20 % des soi-disant fraudeurs sont des inactifs. Le taux est aussi de 14,5 % chez les étudiants et les scolaires chez qui il a augmenté de 30 % en un an. **Soit ceux qui ont les moyens financiers les plus faibles !**

Cette loi remet en cause pour tout le monde la liberté de se déplacer ! Et va pénaliser tous les contrevenants car il en coûtera, en cas de non présentation de papiers d'identité, des peines plancher de 2 mois ferme et 7.500 € d'amende. De plus, concernant le nouveau tarif d'amendes de base pour absence à validation dans les trams, bateaux et bus, une augmentation de près de 45 % est actée dans cette loi. Il en va de même concernant les frais de dossier qui eux passent de 30 à 50 €.

Nos trajets en transports en commun sont déjà financés à hauteur de 80 % par les subventions de la métropole et des communes ainsi que par la Taxe Transport, pourcentage de la masse salariale payée par les entreprises du public et du privé. Pour éviter la pollution et les bouchons, **pour faciliter les trajets habitats-travail, gratuité pour tous !**

Nous exigeons :

- **L'abrogation de la loi Savary immédiatement !**
- **Le maintien de la gratuité pour les plus démunis sur Bordeaux Métropole en attendant l'extension de la gratuité à tous .**

Bordeaux le 13 avril 2017, le Collectif Transport 33.

Contact : Collectif Transport 33, 21 rue Saincric 33000 Bordeaux Courriel : ac.gironde@free.fr - Tel. : 05 56 81 88 91 / 06 76 59 61 71



Justice pour la Palestine

En finir avec la complicité européenne

1917 : déclaration Balfour. 1947 : plan de partage de la Palestine par l'ONU. 1967 : occupation par Israël de la Cisjordanie, Gaza, Golan, et colonisation.

A la faveur de ces « anniversaires », plus de 250 organisations européennes, dont le NPA, ont publié un appel « *justice pour la Palestine* », lançant une campagne d'opinion et appelant à en finir avec la complicité européenne vis-à-vis d'Israël.

Pour initier cette campagne, le collectif *pour une paix juste et durable* tenait un meeting à Bordeaux le 21 mars, avec pas loin d'une centaine de personnes.

A la tribune, Sandrine Mansour, historienne, sur le thème « *Un siècle de dépossession* » a montré que, bien loin d'être une « *terre sans peuple* », la Palestine du début du XX^e siècle hébergeait une société dynamique à bien des égards ; mais le mouvement sioniste, par la violence et des processus complexes de dépossession des terres, a réussi à en expulser les Palestiniens, devenus un peuple de réfugiés.

Dominique Vidal n'a pu au dernier moment être là, mais son texte « *De la colonisation à l'annexion* » a été lu. Depuis l'arrivée de Trump, une nouvelle étape est franchie, la colonisation bascule vers l'annexion pure et simple. Que devient alors la problématique des deux Etats ? Beaucoup pensent à un seul Etat commun, mais comment, avec le rapport de force actuel, pourrait-il ne pas être d'apartheid ?

La dernière partie a donné la parole à Ibrahim Kashan, de Gaza, président de l'association pour le développement des droits humains, à Al Qarara, ville jumelée avec St-Pierre d'Aurillac. Il a témoigné de la situation catastrophique à tous les niveaux dans cette prison à ciel ouvert au bord de l'explosion : blocus terrestre et maritime, destruction des cultures en bordure de la frontière, pénuries... En janvier, un mouvement important de protestation, le premier de cette ampleur depuis que le Hamas a pris le pouvoir, répondait aux pénuries d'électricité, celle-ci n'étant plus disponible que 4 heures par jour ! Les causes, bombardements et blocus avant tout, ont aussi à voir avec la gestion de l'Autorité Palestinienne et du Hamas. Lequel est rapidement intervenu... pour réprimer sévèrement manifestants et journalistes ! Mais trois jours après, on passait à 8 heures de courant par jour ! Ce même Hamas, au clientélisme prédateur et à l'idéologie réactionnaire, suscite bien des réserves de la part de nombreux gazaouis.

Ce que nous pouvons ajouter, c'est que bien sûr, seul le peuple palestinien agissant par lui-même pourra se libérer, mais nous avons, à l'échelle de nos pays, un certain nombre de leviers qui peuvent aider à modifier certains rapports de force : la campagne BDS (Boycott Désinvestissement Sanction), mais pas seulement. C'est le sens de cette campagne que de populariser la nécessité d'agir.

J-L. F.

A Lire

L'invention tragique du Moyen-Orient

de P. Blanc- JP Chagnollaud - Editions Autrement - 18,90 euros

A l'heure où certains ne voient dans le chaos du Moyen-Orient qu'une histoire de religions, ou d'autres, à l'inverse, une question de gazoducs et de pipe-line, la lecture de cet ouvrage est simplement nécessaire : clair, précis, des illustrations parlantes.

Partant de la Première guerre mondiale, dès que l'on voit se construire cette « invention » du Moyen-Orient par les impérialismes vainqueurs, apparaissent les lignes de forces toujours opérantes aujourd'hui ; et quand cette savante construction se désintègre sous nos yeux, c'est comme si la violence injectée depuis un siècle nous était restituée.

Le sommaire de l'ouvrage pourrait suffire ici : - *des frontières imposées* - *des élites isolées ou instrumentalisées* - *des révoltes écrasées* - *des Etats confisqués* - *des peuples marginalisés* - *des ingérences dévastatrices*. Tout est dit !

Les impérialismes britannique et français se partagent la région sur la dépouille de l'Empire Ottoman. Leurs seuls intérêts vont les guider dans la reconfiguration étatique et politique, en instrumentalisant les diverses communautés, s'appuyant sur les vieilles structures sociales, mettant en place

des oligarchies brutales et prédatrices. La construction libanaise est édifiante à cet égard.

Mais à côté des populations et communautés intégrées dans un Etat, restent ceux qui n'y ont pas eu droit, Kurdes et Palestiniens.

On le sait, tout ce charcutage à vif ne s'est pas fait sans révoltes ni répression : Irak en 1920, Syrie en 25-27, Palestine en 36-39... Quand l'impérialisme américain débarque, rien ne change, jusqu'à l'intervention en Irak avec la suite que l'on connaît.

Tout au long de cette histoire, la constante, c'est que les aspirations des peuples ne sont jamais prises en compte.

Finalement, ce sont les printemps arabes qui mettront sur le devant de la scène, un instant, les exploités, pour eux-mêmes. A partir de là, une autre histoire pourrait commencer.

Jean-Louis Farguès

Pierre Blanc
Jean-Paul Chagnollaud

L'INVENTION TRAGIQUE DU MOYEN-ORIENT



A propos du débat : La révolution de 1917 et le premier pouvoir démocratique de la classe ouvrière

Comment les forces sociales, la révolte accumulée dans les couches populaires, ouvriers, soldats et paysans, par les conditions qui leur étaient faites par la participation de la Russie à la Grande Guerre ont-elles pu, en quelques mois, instaurer le premier pouvoir ouvrier de l'histoire ? Quel rôle central a joué le parti bolchevik de Lénine dans le processus révolutionnaire, lui permettant, le 28 octobre 1917, de créer le premier Etat ouvrier de l'histoire, « tout le pouvoir aux soviets » ?

Retour sur un des débats cruciaux qui ont jalonné la vie de ce parti et conditionné la victoire de la révolution...

Il y a cent ans, en avril, dans une Russie entre deux révolutions, le débat au cœur du parti bolchévik

Dans le cadre du cycle du NPA 33 sur la Révolution russe, le 22 avril nous sommes revenus sur l'année cruciale de 1917 en Russie, et notamment sur la politique du parti bolchévik. Le mois d'avril 1917 est un moment charnière pour ce parti.

Il est nécessaire de se dégager des mythes et mensonges qui entourent la révolution de 1917. Parmi ces fausses idées, il y a celles qui voudraient que le parti bolchévik soit un parti autoritaire et dogmatique. Cette conception du parti bolchévik est profondément erronée.

Après la révolution de février 1917 qui voit les masses populaires russes renverser le tsarisme, la grande majorité des dirigeants bolchéviks n'est pas convaincue que la révolution peut aller plus loin. Ils défendent depuis longtemps l'idée que la Russie doit d'abord effectuer une révolution bourgeoise menée par le prolétariat et la paysannerie (car la bourgeoisie russe est trop faible). En effet, pour ces marxistes, le capitalisme, avec comme classe dirigeante la bourgeoisie, est alors une étape inévitable entre le tsarisme féodal et le socialisme.

Lénine, dirigeant bolchévik alors condamné à l'exil, voit de loin les événements.

Mais ce qu'il comprend avec le recul géographique et politique nécessaire, c'est qu'il est d'ores et déjà possible de

passer à l'étape suivante, c'est-à-dire la révolution du prolétariat pour renverser la bourgeoisie.

Ce que Lénine voit, c'est que les besoins vitaux des Russes, à savoir le pain, la paix et la terre, ne pourront être satisfaits par le gouvernement provisoire. Ce gouvernement bourgeois institué le 2 mars, a tout simplement des intérêts de classe qui ne sont pas ceux des ouvriers, des soldats et des paysans.

Ce que Lénine voit également, c'est que la Russie s'est couverte de soviets, c'est-à-dire des conseils de soldats, d'ouvriers et de paysans, qui aspirent à décider eux-mêmes de leur propre sort. Il comprend que ces soviets sont une forme bien plus démocratique et avancée de pouvoir et qu'il faut démasquer le gouvernement, sans rien attendre de lui, et mener le débat dans les soviets pour préparer la prise de pouvoir du prolétariat.

adopte des mots d'ordre concrets pour faire progresser dans les soviets l'idée que la prise du pouvoir est possible et nécessaire (développée dans ses Thèses d'avril).

Le débat entre bolchéviks se mène alors ouvertement dans le journal du parti, la *Pravda*, et à la lumière de la lutte des classes et de la pratique des révolutionnaires.

Le Congrès des bolchéviks va s'ouvrir le 24 avril. S'adressant à ses camarades qui défendent encore l'idée d'une révolution bourgeoise contrôlée par le prolétariat, Lénine leur dira qu'ils ont « ineptement appris [des formules] au lieu d'étudier l'originalité de la nouvelle et vivante réalité ».

C'est bien cette « vivante réalité » et ce débat parfois rude mais fraternel qui vont permettre qu'à l'issue du congrès, les thèses de Lénine deviennent majoritaires dans le parti qui se réoriente donc vers la prise du pouvoir du prolétariat en Russie.

Cette expérience résonne d'une réelle actualité aujourd'hui où nous avons besoin de construire un parti qui ne soit ni opportuniste ni dogmatique. Un parti capable de dévoiler les impasses des politiques institutionnelles, un parti qui défend sa politique avec et pour le monde du travail, pour l'émancipation collective.

F. Comité jeunes Bordeaux



Lénine de retour d'exil accueilli en gare de Pétersbourg début avril 1917

Lorsqu'en avril Lénine rentre en Russie, il ne va cesser d'essayer de convaincre ses camarades. Il propose que le parti

Le troisième débat du cycle aura lieu Samedi 20 mai 14h00 au local du NPA33

L'échec de la vague révolutionnaire des années 1920 et la contre-révolution stalinienne

Les masses russes n'ont pas été les seules à se révolter contre les conditions terribles de la guerre de 14-18. Dès 1917, en écho à la révolution russe, de multiples mutineries avaient éclaté dans les tranchées. Début novembre 1918, en Allemagne, suite à une mutinerie des marins de la base maritime de Kiel, le pays se couvre de soviets. Le kaiser est contraint de laisser place à une République, l'Etat-Major doit demander l'armistice, qui sera effective dès le 11 novembre. En quelques jours, la révolution des soldats et de la classe ouvrière allemande a mis fin à la guerre. Et cette révolution allemande de 1918 n'est qu'un des éléments de la vague révolutionnaire qui touche bien d'autres pays, la Hongrie, l'Italie, etc...

Pour Lénine et Trotsky, qui dirigent le gouvernement mis en place par le Congrès des Soviets dès la prise du pouvoir du 28 octobre en Russie, ces révolutions qui couvent et se développent dans les autres pays européens ont une importance cruciale. Ils savent que la révolution russe ne pourra tenir que si d'autres révolutions sont victorieuses ailleurs, principalement en Allemagne. Sinon, ce sera à coup sûr la restauration de l'ancien régime, avec les massacres de révolutionnaires qui ne manqueront pas de l'accompagner. Tous ont en mémoire la Commune de Paris et les massacres de la Semaine sanglante qui l'ont liquidée.

Mais ils pensent aussi que l'existence du pouvoir des soviets est un atout précieux pour les autres mouvements révolutionnaires, du fait, entre autres, de l'expérience acquise par le parti bolchevik. La défaite de la révolution allemande en janvier 1919 suite à une tentative d'insurrection prématurée qui sera lourdement réprimée et au cours de laquelle Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht sont exécutés, montre toute

l'urgence qu'il y a à partager cette expérience. La III^{ème} internationale est créée, avec ses sections nationales, les partis communistes. Elle tient son premier congrès en mars 1919 à Moscou.

La Russie des soviets est alors en pleine guerre civile, face aux armées blanches constituées par les officiers et les nobles de l'ancien régime et soutenues par la France, l'Angleterre, les Etats-Unis.

Il faut mobiliser pour cela toutes les ressources humaines et matérielles d'un pays déjà ruiné. C'est le « communisme de guerre », fait de reculs démocratiques, de réquisitions, de répression,



créant des ruptures profondes dans la société soviétique.

La guerre civile s'achève par la victoire de l'Armée rouge fin 1922 mais la vague révolutionnaire européenne sur laquelle comptaient les bolcheviks a été vaincue. En Italie, après « deux années rouges » d'effervescence sociale, c'est le fascisme de Mussolini qui s'installe pour faire régner l'ordre social...

En URSS, le bilan humain, économique et politique de la guerre civile est désastreux. La démocratie soviétique si bouillonnante des débuts s'est vidée de son contenu. Ses artisans les plus conscients ont constitué l'ossature de l'Armée rouge, beaucoup ont laissé leur vie dans des combats qui ont fait des millions de victimes. Les décisions indispensables au fonctionnement du jeune Etat ouvrier sont alors prises de façon administrative. Une bureaucratie

s'est installée dans la place laissée libre par le recul de la démocratie et tire profit de sa situation privilégiée. A sa tête se trouvent les sommets de l'appareil du parti communiste, dont Staline, son secrétaire général.

Lénine, pendant les quelques mois qui précèdent sa mort en janvier 1924 et Trotsky, pour qui cela deviendra le combat du restant de sa vie, s'attaquent à la lutte contre la bureaucratie, tentent de régénérer les relations démocratiques.

Mais c'est finalement elle qui va imposer sa loi, ne reculant devant aucun crime pour défendre ses privilèges. Au nom du « socialisme dans un seul pays », la dictature stalinienne assujettit le mouvement communiste international à ses intérêts, réalisant en fin de compte cette contre-révolution contre laquelle Lénine et Trotsky n'ont cessé de mener le combat.

Aujourd'hui encore, ceux qui combattent les marxistes révolutionnaires prétendent que le stalinisme aurait été contenu en germe dans le bolchevisme, dans de prétendus penchants dictatoriaux, voire sanguinaires de Lénine et de Trotsky...

L'histoire nous montre qu'il est, bien au contraire, le produit monstrueux d'une guerre des classes terrible qui s'est jouée en quelques années sur le terrain international et dans laquelle la vague révolutionnaire née de la guerre a été vaincue, laissant la Russie des Soviets isolée entre les mains des gangsters staliens.

Cette guerre de classe continue de plus belle aujourd'hui dans un monde dirigé par un capitalisme mondialisé en faillite.

Face à cela, l'urgence de la construction d'un parti des travailleurs capable de jouer dans le monde actuel le rôle central qu'a joué il y a cent ans le parti bolchevik est plus que jamais posée.

Daniel Mimmielle

Dans *Jacques Prévert n'est pas un poète*, publié à l'occasion du 40ème anniversaire de sa mort, le scénariste Hervé Bourhis et le dessinateur Christian Cailleaux nous font partager la révolte, les combats et les rencontres, les amitiés et les amours de ce « *braconnier révolutionnaire* ».

Cette belle bande dessinée nous plonge des années 20 aux années 60 dans la vie bouillonnante et les engagements de ce cinéaste et poète antimilitariste, anticlérical. C'est une ode au combat contre la bêtise, la suffisance, la soumission, le nationalisme... Prévert est du côté et au service de ceux qui luttent, refusent l'ordre établi, contre ceux qu'il dénonce et ridiculise dans *Tentative de description d'un dîner de têtes*, « *Ceux qui pieusement... Ceux qui copieusement... Ceux qui tricolorent, Ceux qui inaugurent, Ceux qui croient, Ceux qui croient croire [...] Ceux qui chantent en mesure, Ceux qui brossent à reluire [...] Ceux qui bénissent les meutes, Ceux qui font les honneurs du pied, Ceux qui debout les morts, Ceux qui mamellent de la France...* ».

Bourhis et Cailleaux nous font rencontrer Prévert en 1921 à Constantinople où alors caporal il résiste à sa façon aux côtés de Marcel Duhamel. De retour à Paris ils participent un temps au mouvement surréaliste aux côtés de son frère et complice Pierre, d'Yves Tanguy rencontré pendant le service militaire, de Breton et de bien d'autres.

Au début des années 30, Prévert rejoint le groupe Octobre, troupe de théâtre ouvrier pour qui il va écrire jusqu'en 1936. Le groupe joue dans les quartiers populaires, devant les usines ... voire à l'intérieur comme lors de la grève à Citroën en 1933 : « *Citroën, C'est le nom d'un petit homme, Un petit homme avec des chiffres dans la tête, Un petit homme avec un sale regard derrière son lorgnon, Un petit homme qui ne connaît qu'une seule chanson, Toujours la même. Bénéfices nets... Millions... Millions... Une chanson avec des chiffres qui tournent en rond, 500 voitures, 600 voitures par jour. [...] Mais ceux qu'on a trop longtemps tondus en caniches, Ceux-là gardent encore une mâchoire de loup, Pour mordre, pour se défendre, pour attaquer, Pour faire la grève... La grève... Vive la grève !* ».

La même année, il sera du voyage à Moscou où la troupe est invitée dans le cadre des Olympiades du Théâtre ouvrier, ils jouent devant Staline, mais troublés par ce qu'ils voient, ils refusent de signer le « satisfecit à la politique de Staline » qu'on leur soumet sur le quai du départ.

En 1936, la troupe « d'agit-prop » participe aux meetings, à l'animation des grèves... et met en garde contre le Front Populaire comme dans le texte *Printemps-été 1936* : « *De*



sa fenêtre, le capital voit ses usines occupées, Par les hommes des taudis, Il voit les drapeaux rouges flotter, Et le tricolore aussi... Mais les drapeaux tricolores, c'est pas ça qui lui fait peur. C'est son affaire... il en a tellement vendu, avant, pendant, après la guerre [...] Le tricolore au bout d'une perche, Le tricolore à la boutonnière, Le tricolore à la braguette, Comme ils sont beaux à voir, le tricolore en suspensoir [...] Méfiez-vous..., Il est dur, rusé, sournois... le capital [...] Méfiez-vous camarades, La vie n'est pas tellement rose, Elle n'est pas tricolore non plus, elle est rouge la vie [...] »

La suite de la vie et des combats de Prévert, ses nombreux films, ses compagnes et compagnons de route, sont croqués au fil des pages de la BD dans lesquelles on plonge avec un très grand plaisir jusqu'à ce mot « fin » précédé de l'avertissement « *Vous voyez, je ne suis pas mort. Et je ne suis pas un poète* »...

On ne peut que conseiller vivement de se faire prêter ou offrir cette BD et, surtout, de se plonger ou replonger dans les textes de Prévert !

Isabelle Ufferte